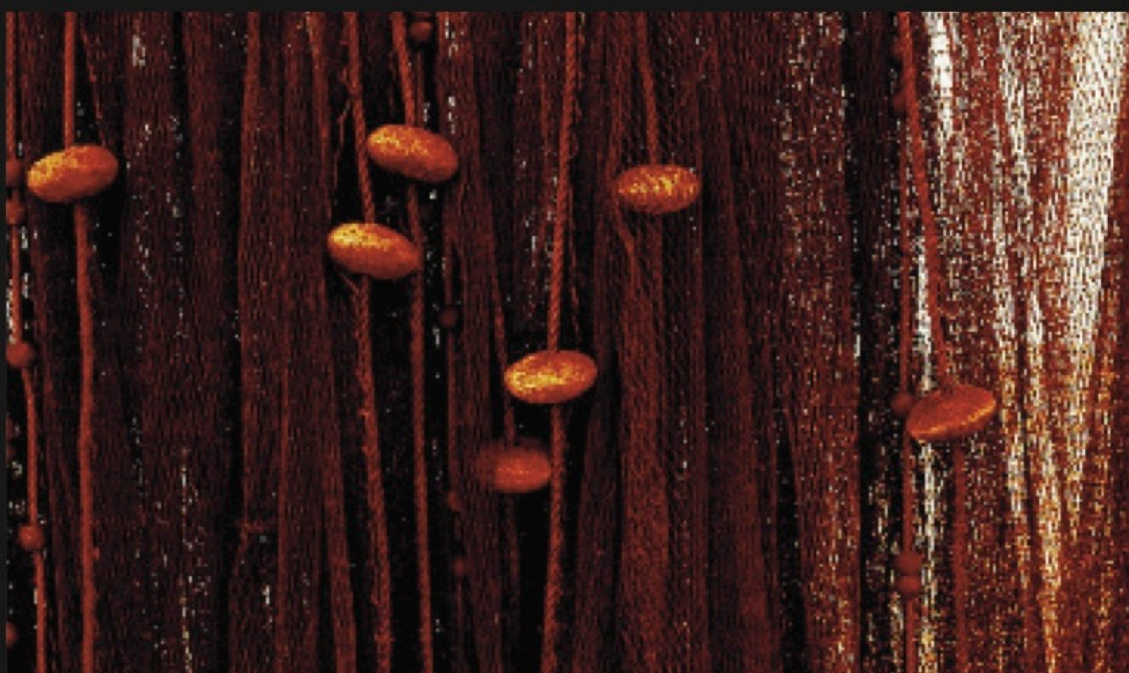


Julie Denouël, Fabien Granjon
Aurélië Aubert

Médias numériques et participation

Entre engagement citoyen et
production de soi



MEDIA
CRITIC

mare & martin

Section I

Mobilisations informationnelles et expressions citoyennes autonomes à l'ère du « participatif »¹

Fabien Granjon

Centre d'Études sur les Médias, les Technologies et l'Internationalisation
Université Paris 8 Vincennes à Saint-Denis

« La communication est trop importante pour qu'on la laisse à des professionnels ». « *On est tous citoyens, on a tous quelque chose à dire* ». À en croire ces deux assertions, la première du sociologue Denis Mc Quail (1987 : 123) et la seconde d'un blogueur que nous avons interrogé, il serait utile de désenclaver la production d'information de la sphère journalistique et de la confier plus largement aux citoyens. Aussi, Internet a-t-il souvent été présenté comme l'indispensable dispositif technique permettant d'actualiser cette utopie de la redistribution de la parole et de la diffusion étendue des informations au plus grand nombre, hors des zones usuelles d'exercice de la citoyenneté (Rutigliano, 2007). Les blogs auraient par exemple permis d'offrir « à des millions d'individus l'équivalent de la presse écrite sur leur bureau » (Blood, 2003 : 64). Outre les analyses pressées qui réactivent « l'imaginaire d'une communication désintermédiée » (Tredan, 2007 : 115) et qui ont tendance à faire d'Internet la nouvelle panacée de la démocratie à l'ère du numérique (*democratic global village*), il est aussi des recherches plus documentées qui analysent les espaces de production d'information en ligne comme de « nouveaux » sites de prises de parole publique critiquant en actes la clôture de la sphère journalistique. Alternatifs aux médias dominants, ces espaces symboliques cherchent à réinventer le journalisme « indépendant », à se réappropriier l'espace global du débat public, à produire des expressions citoyennes autonomes et ainsi troubler le partage entre émetteurs et récepteurs, producteurs et consommateurs. *De facto*, forums, listes de diffusion, sites Web, blogs, sites de réseaux sociaux (SNS), etc., concourent aujourd'hui à l'abaissement de certains coûts concernant la mise en visibilité des contenus et des opinions, et troublent au passage le partage entre émetteurs/producteurs et récepteurs/consommateurs en mobilisant des internautes pour la collecte, le traitement et la diffusion d'informations (Andrews, 2003).

Il est vrai que l'histoire de l'espace public et des mobilisations informationnelles a partie liée avec celle des innovations technologiques permettant la production et la diffusion des informations. Comme le souligne Stéphane Haber : « la raison ne renvoie pas à l'intériorité d'une pensée subjective rendue à elle-même par une rupture avec le monde, mais constitue bien une activité sociale et matérielle (par exemple grâce au médium de l'écrit), conditionnée dans son contenu même par les techniques disponibles d'inscription, de transmission et de stockage des idées » (Haber, 2001 : 42). La miniaturisation, la simplification et la qualité des outils de production, notamment des dispositifs de capture de l'image et du son, ainsi que l'abaissement considérable de leurs coûts, ont largement facilité leurs appropriations individuelles ou collectives. Si les médias alternatifs ont toujours entretenu un rapport d'intimité très particulier avec les technologies fait d'inventivité, de fascination, de

¹ Nous reprenons, ici, de nombreux arguments initialement esquissés dans : Cardon (Dominique), Granjon (Fabien), *Médiactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010. Les analyses proposées ici sont toutefois le fruit de développements originaux et liées à la conduite d'une enquête spécifique détaillée *infra*.

détournement d'usage et de bricolage, force est de constater que la conception d'alternatives médiatiques s'est sensiblement transformée avec l'émergence des premiers réseaux télématiques. Dès 1984, en réponse aux réunions du G7, les réseaux écologistes *EcoNet* et *GreenNet* ont par exemple organisé les contre-sommets internationaux intitulés *The Open Economic Summit* (TOES), dont on peut considérer qu'ils auront été annonciateurs des futures mobilisations altermondialistes. Quelques années plus tard, les technologies de l'Internet ont été également adoptées par des collectifs qui ont été principalement recrutés parmi les groupes militants privilégiant l'horizontalité et le projet sur l'organisation verticale et hiérarchique, lesquels rentraient structurellement en résonance avec les possibilités de communication et d'organisation précisément offertes par la néo-télématique (Granjon, 2001). Si cette rupture technologique ne saurait expliquer en elle-même la relance d'une vague de nouveaux médias alternatifs au mitan des années 1990, il est incontestable qu'elle présente des propriétés particulièrement adaptées aux projets des mobilisations informationnelles : allègement des contraintes éditoriales, réduction drastique des coûts de diffusion, modèle de communication *many to many* (par opposition au modèle *one to many* des médias traditionnels), facilité de production coopérative, ouverture d'un espace de participation élargie permettant une plus grande interactivité, etc.

Attachée au mouvement altermondialiste, la forme d'activisme médiatique qui depuis le contre-sommet de Seattle (1999) connaît un rapide développement international, va trouver dans le réseau des réseaux un espace particulièrement adapté à la construction de nouvelles formes de mobilisation et d'engagement. Internet lui servira à la fois de support de coordination, de nouveau répertoire d'action collective spécifique (dont le collectif Anonymous, après d'autres – e.g. l'Electronic Disturbance Theatre –, s'est récemment fait une spécialité) et de moyen à la construction d'une forme directe et immédiate d'affirmation publique. Avec l'arrivée des médias « participatifs » s'appuyant sur les potentialités ouvertes par le Web 2.0, le tournant pris par les mobilisations informationnelles semble, sous certains aspects, se conformer au scénario prospectif de Félix Guattari, lorsqu'il annonçait l'avènement d'une ère *post-média* (Guattari, 1990). À l'évidence, la critique du pouvoir des médias emprunte désormais des formes davantage individualisées qui ne requièrent plus de la même manière une organisation structurée pour produire des alternatives à l'information dominante. Il est devenu beaucoup plus facile pour les individus ayant accès à Internet de devenir eux-mêmes producteurs/diffuseurs d'information, et ce, sans avoir à appartenir à une organisation militante. Pour autant, l'élargissement du cercle fermé des locuteurs autorisés ne se départit pas de certaines logiques sélectives et socialement inégalitaires. Et si les logiques altermédiatiques à l'œuvre facilitent de nouvelles formes de coordination et de mise en visibilité de l'information, elles ne travaillent pas directement à la remise en cause du système dominant de classement de l'information. A cet égard, Trebor Scholz (2008) souligne combien il peut paraître paradoxal d'observer que les prophéties post-médiatiques prolifèrent, alors que la concentration des médias, la mondialisation de leur structure capitaliste et leur pouvoir dans la fabrication de l'opinion publique n'ont jamais été aussi forts. Les mobilisations informationnelles du Web participatif ne sont pourtant pas égalitaires. Elles sont traversées de rapports de force, fragmentées et « frappées d'ambiguïtés ».

Néanmoins, le réseau des réseaux est assez souvent décrit comme le lieu d'un « nouvel espace public » assorti à l'exercice d'un idéal participatif, où seraient fondamentalement mises en *publicité* et en circulation des idées et des opinions autour desquelles se créeraient des débats publics. Internet permettrait ainsi à des sujets sociaux de garantir une publicité à leurs arguments et d'assurer la participation de ces dernières à la formation des opinions et au

débat public. Après l'ère des salons, des cafés, de la presse d'opinion et des médias de masse, la période se caractériserait donc par l'émergence de nouveaux territoires (liés à une nouvelle géographie) qui viendraient s'ajouter au répertoire des places où s'actualise l'usage public des opinions privées. C'est évidemment là une vision un rien irénique qui, comme le souligne Dominique Cardon (2010), tend à confondre mise en *visibilité* et mise en *publicité* : rendre accessible une information n'est pas automatiquement lui assurer un devenir public, celui-ci ne pouvant être le résultat que d'un long travail de distanciation, de responsabilisation, d'intéressement, de discussion, etc.

À distance des examens pressés qui ont tendance à faire d'Internet la nouvelle panacée de la démocratie à l'ère du numérique, aussi bien que de ceux qui se refusent d'interroger les transformations de la sphère publique à l'aune des évolutions numériques des structures de communication publique, nous souhaitons proposer ici une analyse modeste, à la fois descriptive et critique, des nouvelles directions que tendent à adopter les mobilisations informationnelles à l'ère du développement de la culture participative sur Internet. Nous désirons, par là, poser une analyse sur les mobilisations informationnelles les plus récentes en tant qu'elles participent de l'évolution structurelle des modalités d'apparition publique. Il s'agit d'appréhender celles-ci comme une activité ayant pour objectif de rendre accessibles des contenus symboliques jugés d'intérêt commun et de créer des foyers d'attention, produisant ainsi une visibilité spécifique des producteurs et des publics. Ces pratiques de public(is)ation en ligne se nourrissent d'une *culture civique* (Dahlgren, 2003) qui emprunte pour partie, et très diversement, à l'idéal participatif, à l'impératif d'information et à la nécessité du débat public. Ces repères normatifs s'incarnent d'ailleurs de manières très différentes selon les initiatives considérées. Si le fait de rendre manifestes des informations caractérise l'ensemble des pratiques que nous classons sous le syntagme « mobilisations informationnelles », les espaces qui portent ces mobilisations ne sont pas pour autant des arènes répondant aux canons des théories normatives de la légitimité délibérative où « un groupe de partenaires qui, d'accord sur les règles du jeu de la discussion, réfléchissent et s'expriment librement, forment leurs jugements de façon autonome en tenant compte des autres, et confrontent leurs propositions et leurs arguments avec le souci de se convaincre mutuellement en faisant reconnaître la validité ou le bien-fondé de ce qu'ils avancent » (Quéré, 2003 : 117). L'économie des pratiques sur laquelle reposent ces espaces rompt même, à bien des égards, avec les critères normatifs de l'espace public et de l'agir communicationnel habermassiens. *In fine*, nous voudrions notamment montrer que cet engagement dans la production d'*expressions citoyennes autonomes*, qui ne se prévaut d'aucun titre statutaire définissant préalablement la légitimité de son investissement (notamment professionnel, *i.e.* sans disposer *a priori* de compétences professionnelles dans le traitement de l'information), se situe au carrefour de trois dynamiques de mise en visibilité : la production de contenus informationnels, la production de publics et la production de soi.

Des expressions citoyennes autonomes

Nous souhaitons aborder la production d'information depuis une perspective qui ne se réfère ni pleinement aux cadres théoriques prévalant le plus couramment à l'étude du « journalisme participatif » en référence à la sphère journalistique professionnelle (cf. section III), ni complètement à ceux ordinairement utilisés pour penser les mobilisations informationnelles dans une perspective d'action collective. Si les champs de production des biens symboliques d'information, professionnels ou militants constituent des points de repère pour les sujets qui investissent les espaces publics numériques, il existe des engagements qui sont le fait

d'individus situés en périphérie de ces sphères, et qui ne sont adossés à aucune structure collective. Ne se réclamant d'aucune des formes de légitimité prévalant traditionnellement à la prise de parole publique, ils font souvent montre d'une distance critique à l'égard des organisations réservant la parole à des personnes qui seraient dûment mandatées pour s'exprimer : *« je propose cette parole là d'infirmier dont pour l'instant j'ai l'impression qu'elle n'existe pas. J'ai une parole mais je me sens pas représentatif et je veux surtout pas l'être »*. Si certains d'entre eux sont, ou ont été, engagés au sein de structures partisans, syndicales ou associatives, ils s'expriment toutefois en leur nom propre et individualisent ainsi leurs prises de position publiques. Dans leur tentative de typologie des blogs par leurs publics, Dominique Cardon et Hélène Delaunay-Tétérel précisent à ce propos, qu'au sein de la blogosphère citoyenne, les dispositifs de publication sont le plus souvent revendiqués comme des *espaces de jugement personnel* : « les blogueurs promettent de donner leurs avis indépendamment des consignes partisans, en faisant valoir leur droit de citoyen à produire librement des évaluations » (Cardon, Delaunay-Tétérel, 2006 : 62). C'est précisément à ces formes de production d'information citoyennes, individuelles, autonomes et proposant des principes singuliers de vision et de division du monde social que nous avons prêté attention. Le dispositif d'enquête mis en œuvre repose pour l'essentiel sur dix-sept entretiens semi-directifs approfondis. Nous y avons adjoint quelques observations des formes d'énonciation, des signifiés et de certaines interactions initiées par les publics « récepteurs » des informations produites (ces traces sont plus précisément analysées dans la section II). L'ensemble de ces appareils de preuve nous a ainsi permis de considérer les façons dont les producteurs d'expressions citoyennes autonomes construisent leur visibilité et rendent leurs pratiques publiques.

Les enquêtés que nous avons interrogés (dont la plupart ont souhaité que soit préservé leur anonymat – y compris de leurs éventuels pseudonymes²) sont des producteurs d'information tenant des blogs, intervenants sur des sites de médias alternatifs et/ou sur des sites de réseaux sociaux. Ils ont pour particularité de rendre visibles et publics des contenus dont ils sont les auteurs, les « éditeurs » et/ou les commentateurs, énoncés portant sur des thématiques fort diversifiées, mais dont ils estiment qu'elles doivent relever du débat public (l'Europe, la décroissance, la santé, la critique sociale, la justice, la politique nationale, le progrès scientifique, la critique culturelle, etc.) : *« alors, l'idée de départ c'était d'apporter une information la plus claire et la plus vulgarisée possible pour que le citoyen lambda curieux puisse comprendre l'actualité européenne. (...) Apporter une réflexion ou une critique sur l'actualité de l'Europe »*. S'il s'agit de productions d'information « à la première personne », eu égard à la décision de leur donner de l'importance en les publicisant et quant à la manière dont elles sont traitées et mises en forme, les thèmes abordés se caractérisent néanmoins par leur portée générale susceptible d'intéresser le plus grand nombre. Ces productions sont *de facto* des opérations permettant « de s'approprier le monde social, de parler en son nom, de le re-présenter » et donc d'effectuer une montée en généralité. Et « à ce titre, [elles sont aussi] une condition d'accès légitime aux débats publics et [sont susceptibles de servir] de point d'appui aussi bien à la critique qu'à l'établissement d'accords sur le bien commun » (François, Neveu, 1999 : 32). Pour l'un de nos enquêtés, son activité de production d'information lui permet ainsi de *« prendre part à un mouvement en privilégiant certaines idées et lutter contre le racisme, le fascisme, les préjugés : essayer de développer et de favoriser un esprit de tolérance, essayer de contrer cette régression qui est dans l'air du temps »*.

La plupart des individus que nous avons interrogés ont, à un moment de leur parcours biographique, pris part à des organisations diversement impliquées dans le « jeu citoyen ».

² Pour cette raison, aucun attribut identitaire ne vient qualifier les extraits d'entretiens.

Deux d'entre eux ont même eu une carrière militante professionnelle (l'un dans les années 1970 à l'Organisation Communiste des Travailleurs – ex-Révolution ! –, l'autre dans les années 1990 à l'Union Communiste Internationaliste – plus connue sous le nom de Lutte Ouvrière), d'autres ont été ou sont encartés dans des partis politiques (PS, LCR, NPA, etc.) ; certains ont (eu) des engagements syndicaux, à la CGT, à FO, à SUD ou à la CFDT, quand d'autres se sont davantage tournés vers le milieu associatif *via* Les Amis du Monde Diplomatique, Attac, le MRAP, la LDH, des organisations étudiantes ou encore diverses ONG. D'autres enfin, s'ils ne participent à aucune structure de ce type, affirment néanmoins avoir des opinions clairement positionnables sur l'échiquier politique (à gauche) et, pour certains, avoir bénéficié en leurs jeunes années, d'une socialisation politique *via* leur environnement familial. Pour la quasi-totalité des personnes que nous avons interrogées, la production d'information se présente ainsi, à des degrés divers, comme le prolongement d'un positionnement citoyen qui auparavant a pu s'incarner dans d'autres pratiques, mais qui, aujourd'hui, prend corps, entre autres, autour de la construction d'un *espace de jugement personnel* (Cardon, 2007 : 55).

Outre cette « culture civique », les enquêtés partagent également un niveau de certification scolaire relativement élevé, ayant pratiquement tous effectué des études au sein de l'enseignement supérieur ou ayant pu bénéficier d'apprentissages par l'intermédiaire de structures de formation ou de certaines de leurs sociabilités primaires ou secondaires, notamment quant à leur acculturation à l'informatique connectée. Professionnellement, les postes (ayant été) occupés sont frappés au coin de la diversité : conducteur de train, libraire, enseignant, informaticien, bibliothécaire, comptable, éducateur spécialisé, employé, avocat, etc. La plupart des personnes enquêtées appartiennent toutefois à la catégorie des manipulateurs de symboles. Il faut noter qu'au moment de l'enquête, plusieurs des individus interrogés n'ont pas ou plus d'activité professionnelle. Étudiant, en congés maladie, retraité, chômeur, ou en rupture volontaire de ban avec le milieu du travail, ils disposent d'une grande flexibilité temporelle et de plages horaires conséquentes qu'ils dédient à leur activité de production d'information. Engagés dans une pratique dont ils se rendent rapidement compte qu'elle ne peut être menée à bien sans y consacrer un volume de temps conséquent, les producteurs de ces expressions citoyennes autonomes envisagent ainsi, souvent avec angoisse, que leurs activités puissent ne pas être complètement pérennes au regard de la possible évolution de leur trajectoire biographique, notamment professionnelle. Particulièrement familiers avec la consommation d'informations d'actualité (lecture de la PQN, de la PQR, de revues de presse quotidiennes, abonnement à diverses *newsletters*, etc.), ils déclarent également entretenir un rapport passionné à la lecture et à l'écriture : « *je passerais mes journées à faire ça, écrire c'est super, savoir qu'on va être lu c'est génial* » ; « *je me suis rendu compte que l'écriture personnelle avait une place de plus en plus importante pour moi et j'ai pris le virage de réduire mon activité professionnelle pour écrire plus* ». Une majorité d'entre eux a par ailleurs déjà eu des expériences conséquentes de rédaction et parfois même de publication : romans édités, nouvelles primées, écriture de synopsis, pièces de théâtre montées, collaborations avec des publications culturelles, rédaction de matériaux militants, tenues de blogs « *perso* », etc. D'une manière générale, l'écriture journalistique fait aussi partie des référents scripturaires dont ils sont familiers et se voit, à cet égard, soumise à une critique conséquente (plusieurs des enquêtés ont souhaité, par le passé, embrasser la profession de journaliste) : « *non seulement la presse d'opinion n'existe plus beaucoup, mais la presse d'information et de reportage n'existe plus non plus* ». La production d'expressions autonomes est ainsi une activité qui prend forme au carrefour de dispositions citoyennes, d'appétences pour l'écriture et de compétences techniques,

l'ensemble étant mobilisé à des fins de construction de supports symboliques assurant la mise en visibilité de contenus et de personnes.

TÉMOINS, EXPERTS, VEILLEURS, COMMENTATEURS

Les espaces publics ouverts par la production d'expressions citoyennes autonomes reposent pour partie sur une défiance marquée vis-à-vis des prérogatives d'accès à la publicisation réservées aux grands médias et des logiques de légitimation de la *chose publique* qui en découlent : « eux, ils ont raison, parce qu'ils sont journalistes et qu'ils parlent soit disant de faits, de chiffres. Soit disant ils mettent pas d'émotion... mais leurs avis vaut leurs avis... Ils se plantent tout le temps, c'est rageant à la fin... Ils ne sont pas dans la vie ». Les dispositifs de publication en ligne entérinent en quelque sorte une déprise de la production journalistique traditionnelle, de ses contraintes de distanciation, de neutralité et d'objectivité. Ils se construisent également tout contre le formalisme de la mise en publicité telle que l'on a l'habitude qu'elle prenne forme, notamment au sein des médias dominants : sélection et hiérarchisation des informations plus ouvertes, dépoliarisation des thèmes de l'agenda médiatique, revendication d'un ton libre, personnel et non dénué d'affects, relation plus directe aux référentiels, affaiblissement des impératifs de distanciation et des contraintes argumentatives, recherche d'un ton plus familier, détournements ironiques, etc. (Cardon, 2010). Ces nouveaux formats se nourrissent aussi d'un affaiblissement de la frontière entre information et divertissement, d'une personnalisation des événements publics qui rencontre les intérêts de la presse people, ou encore d'une proximité renforcée entre les sphères de l'information et de la culture de masse. La production d'expressions citoyennes autonomes témoigne donc d'une prise de parole renouvelée qui tente de réorganiser les logiques d'attention sélectives des médias dominants en proposant d'autres façons de rendre visibles contenus et individus et d'attacher ces derniers les uns aux autres. Cette volonté de déprivatisation des attentions pour certains faits ou certaines causes reste évidemment à l'initiative d'une frange de la population qui se trouve en capacité de s'exprimer et de soumettre des faits, des informations, des connaissances dans un but de formation des jugements, c'est-à-dire de personnes qui, si elles se sentent en capacité et en légitimité pour prendre la parole sur des affaires publiques et à donner leur opinion (Bourdieu, 1977 ; Jouët *et al.*, 2012), n'en avaient pas saisi jusqu'alors l'occasion, si ce n'est en leurs entours sociabilitaires.

Attenants à la production d'expressions citoyennes autonomes, il nous semble possible d'identifier quatre régimes de parole publique, qui sont autant de genres de constitution du visible se construisant autour de quatre figures de locuteurs qui ne sont ni franchement originales, ni spécifiques à une supposée expression publique qui serait propre aux espaces publics numériques. Si ces formes de médiation existent déjà au sein de l'espace médiatique traditionnel, elles trouvent néanmoins à se renouveler du fait de leur ancrage dans la culture numérique. *Témoignages, contre-expertises, veilles et commentaires* sont ainsi les formes énonciatives qui cadrent les expressions de la production d'information en ligne. Elles s'hybrident d'ailleurs souvent les unes aux autres pour dessiner les contours d'espaces numériques singuliers cherchant à élargir l'horizon de la visibilité restreinte de certains thèmes jugés injustement ignorés.

Du témoignage

Le témoin « n'est pas [ici] invité pour attester de la réalité d'un fait ou d'un événement, comme le témoin historique ou le témoin en justice, mais pour certifier de l'authenticité d'un

mode de vie ou d'un affect au nom de sa propre expérience, à l'aune du récit de sa propre vie » (Mehl, 2003 : 492). Il inscrit l'information dans le registre du vécu, de l'intime et de l'expérience sensible, en mettant à mal les principes d'objectivité et de distanciation prévalant au travail journalistique, pour privilégier l'ordinaire, le quotidien, la subjectivité et l'authenticité : « la distanciation ne passe pas par [un] détachement abstrait, mais est le fruit d'un processus de subjectivation : le blogueur affiche ses attachements, appartenances et intérêts pour mieux valider l'authenticité de ses paroles » (Cardon, 2007 : 54-55). Malgré une valorisation de la subjectivité, le témoignage de la production d'information s'ouvre à la montée en généralité et fait du récit qu'il porte une expérience possiblement partagée/partageable par d'autres. Ce qu'il propose, c'est l'indexation d'enjeux citoyens et sociétaux à des individus et à leurs singularités, décrivant par là ce que Dominique Mehl présente comme la construction d'un *espace privé/public*, c'est-à-dire « un lieu où a cours une délibération de la société avec elle-même, sur des scènes visibles et audibles par des auditoires larges et composites, délibération qui engage des paroles relevant de l'expérience personnelle et individuelle ». Et d'ajouter : « l'expérience personnelle acquiert le statut d'argument et de repère pour la réflexion sociétale » (Mehl, 2003 : 491-496). Sur des thèmes aussi divers qu'une grève générale aux Antilles, la situation sociale en Haïti, le déroulement d'un G20 à Strasbourg ou encore les pratiques des avocats pénalistes commis d'office, les individus que nous avons interrogés estiment pouvoir apporter un éclairage différent de celui des médias car leurs productions se présentent comme des informations sensibles établies par des sujets ayant vécu les événements dont ils rendent compte. La forte implication du locuteur qui est au fondement de cette forme de parole publique « à la première personne » confère une tonalité subjective et parfois même affective aux dire publicisés : « *raconter ce qu'est un acquittement, dire ce que l'on ressent, y mettre des sentiments* ». S'ils sont profanes, ces témoignages ne sont pas pour autant triviaux, comme souvent les témoignages valorisés par les médias dominants (*talk shows*, télé réalité, micros-trottoirs, etc.), dont la supposée exemplarité peut être lue comme l'effet de l'instrumentalisation des informateurs par les médiateurs autorisés. Ils diffèrent précisément des témoignages médiatiques en ce que leur présence au sein d'arènes publiques n'est plus dépendante du filtre préalable de professionnels de l'information décidant des attributions d'attention.

Parallèlement, dans une direction parfois proche de celle qui prévaut au témoignage, on observe une part plus grande de subjectivité dans les formats médiatiques de la « nouvelle culture participative » : énonciation à la première personne, investissement d'affects, détournements ironiques, etc., marquent le ton des informations et des conversations de l'Internet. L'espace numérique s'ouvre ainsi à de nouvelles formes d'échange qui déformalisent le débat public traditionnel. L'impératif de distanciation propre à la régulation de la parole publique au sein de l'espace public médiatique traditionnel tend à s'amenuiser pour laisser place à des modalités d'expression nettement plus libérées des cadrages liés à la nécessité d'un exercice tenu de la raison argumentative. Ce sont des énonciations plus débridées qui sont alors rendues visibles : « *il y a des fois où je me lâche. Il y a un truc qui m'a fait péter les plombs, j'en ai marre de ma journée, alors ça se voit tout de suite dans ce que j'écris. Ça peut partir dur en live, pas du tout dans le ton normal* ». La revendication d'un ton libre et personnel, une relation plus directe aux informations, la capture d'événements ayant lieu dans les coulisses des scènes publiques, la recherche d'un ton conversationnel dans le ressenti des événements constituent autant de moyens d'introduire une part plus forte de subjectivité dans la production et le commentaire de l'information. Ces nouveaux formats se nourrissent aussi d'un affaiblissement de la frontière entre information et divertissement, d'une personnalisation des événements publics et d'une proximité renforcée entre les sphères de

l'information et de la culture de masse (Lim, Kann, 2008). Une des principales formes prise par cette culture expressive est le remix et l'hybridation des contenus produits par les grands médias d'information et de divertissement, à l'instar du film-machinima *The French Democracy* qui met en scène dans un environnement de jeu vidéo les préjugés racistes de la police française au moment des émeutes de banlieue de 2005. Cette culture du détournement prolonge les connexions entre avant-gardes artistiques et cultures populaires qui se sont opérées dans de nombreux groupes activistes depuis les années 1990 (Adbusters, Act-Up, Negativeland, Femen, etc.), tout en ayant une histoire beaucoup plus ancienne inspirée des surréalistes ou des situationnistes. Dans ce contexte, l'activisme médiatique emprunte souvent ses formes aux genres populaires, par exemple *via* le détournement de vidéos d'actualité, de clips vidéo ou de films à succès (Blondeau, 2007). Ces détournements, même s'ils sont généralement pratiqués par des militants proches des avant-gardes esthétiques, offrent plus facilement prise à des appropriations populaires permettant d'introduire dans l'espace public des pratiques informationnelles originales et nouvelles. Henry Jenkins s'est fait le promoteur zélé de ces nouvelles articulations entre culture de masse et culture politique. Il analyse ainsi la manière dont la chaîne CNN a demandé à des téléspectateurs de poser des questions aux candidats démocrates et républicains sous forme de vignettes vidéo enregistrées avec une simple Webcam. Or parmi les 3000 vidéos envoyées par ces « citoyens ordinaires », une a particulièrement retenu l'attention. Elle montrait un bonhomme de neige demandant s'il allait pouvoir survivre au réchauffement climatique et les mesures que les candidats comptaient prendre sur ce thème (Jenkins, 2006). La polémique suscitée par cette vidéo a été très vive aux États-Unis. Le gouverneur républicain Mitt Romney s'est indigné du fait que CNN détruisait le débat politique traditionnel et a refusé de participer aux débats télévisés pour « ne pas se faire interviewer par un bonhomme de neige ». Comme le souligne Jenkins, généralement prompt à encenser la « culture de la convergence », cette polémique témoigne des vertus, mais aussi des ambiguïtés de l'individualisation des formes d'expression populaire participative. Si au sein de l'espace public, certaines d'entre elles font montre d'inventivité, de radicalité ou, d'une manière nouvelle et originale, questionnent le pouvoir, d'autres dissimulent une ironie désabusée, un profond conservatisme ou une forme détachée de désengagement cynique. Toujours est-il que, comme le notait déjà Habermas au début des années 1990, il semblerait qu'aujourd'hui, plus encore qu'hier, on assisterait à « la perméabilité croissante des frontières entre culture ordinaire et haute culture, et de la nouvelle intimité entre politique et culture » (Habermas, 1993 : XVIII).

De la contre-expertise

Autre modalité énonciative, la contre-expertise vise, elle, la montée en compétence du citoyen ordinaire dans une logique d'*empowerment* : « pour prétendre changer le monde il faut le connaître ». Pour ce faire, elle emprunte des voies qui sont plutôt celles de la prise de distance et se rapportent à l'enquête documentée, investigatrice, en rupture avec le sens commun et les discours médiatiques convenus (Johnson, Kaye, 2004). Démodalisée, elle mobilise des ressources sur le modèle de la connaissance, et du savoir scientifique qui idéalement donnent des prises à l'argumentation de points de vue pluriels. Concernant les procès des pédophiles ou la loi sur l'inceste, l'un de nos enquêtés avocat pénaliste affirme par exemple que s'il existe de bons chroniqueurs judiciaires, leurs propos restent largement réducteurs et ne permettent pas aux citoyens ne fréquentant pas les tribunaux de se forger une opinion en connaissance des faits : « la presse montre l'image de monstres isolés, alors que c'est un problème de société. Comment peut-on se faire une réelle opinion sur ces affaires ? ». L'expertise est en ce cas, complémentarément au témoignage, mobilisée pour rétablir la vérité des faits et éclairer les esprits sur des domaines

spécialisés que les individus n'appréhendent généralement que par l'intermédiaire des catégories de pertinence poussées par les médias, voire par des fictions audiovisuelles : « *ce qui est dit dans les médias sur l'enseignement est presque toujours faux* » ; « *les gens ont accès à l'information, mais si on se contente de regarder la télévision, l'information est sur beaucoup de choses orientée, par exemple durant la campagne sur le Traité constitutionnel européen. (...) J'avais envie d'apporter un éclairage citoyen sur cette campagne européenne qui n'existait pas dans les médias* ». L'expertise de la production d'information relève d'un investissement dans la couverture de questions pointues qui, susceptibles d'intéresser un large public, sont d'abord des thématiques qui tiennent à cœur aux individus qui les mettent en visibilité, et ce, depuis des intérêts qui ne relèvent pas uniquement de l'intérêt général (cf. *infra*). Si, par exemple, l'une de nos enquêtes s'est fait une spécialité de traduire des textes traitant de la critique sociale anglo-saxonne, c'est parce que cela lui permet aussi de mettre en œuvre des compétences acquises préalablement auxquelles elle est identitairement attachée. Et si, au surplus, parmi les divers thèmes qu'elle aborde, l'éducation a une place particulière, c'est également parce que cette thématique relève de son ex-domaine d'activité professionnelle. La production d'information est même ici considérée comme le prolongement naturel du métier qu'elle exerçait avant sa retraite : « *c'est un boulot de prof!* ». Vulgarisation et transmission de connaissances parfois exigeantes sont considérées comme des opérations essentielles afin de briser les monopoles de l'information et donner armes et arguments aux citoyens « non-spécialistes » qui auraient besoin de savoir pour pouvoir. De même, la mise en visibilité de contre-expertises dans une visée contradictoire, critique et argumentée des discours étatiques, entrepreneuriaux, médiatiques, etc., est considérée comme un lieu primordial du politique, indispensable pour la construction d'une autonomie de pensée, laquelle est souvent liée à la compréhension d'enjeux *spécifiques* (Foucault, 1984).

Notons qu'au-delà des expressions citoyennes autonomes qui nous intéressent ici, les mobilisations informationnelles contribuent également, d'une autre manière, au développement d'une contre-expertise, par la valorisation de pratiques d'investigation portées par des dynamiques associant, souvent conflictuellement, journalistes professionnels et amateurs internautes. Les sites d'informations alternatives qui se sont développés sur ces bases entretiennent souvent une proximité avec le journalisme traditionnel et une vocation souvent explicitement militante. C'est le cas par exemple, en France, de *Basta!* (agence d'informations sur les luttes environnementales et sociales), de *Samizdat* ou encore des groupes locaux de contre-information locales. Ces espaces collectifs permettent de rassembler et de diffuser une contre-expertise militante sur des thématiques souvent spécialisées et un ensemble de luttes « minoritaires » écartées de l'agenda médiatique. Cette nouvelle réactivité des internautes pour développer une vigilance critique à l'égard du travail des médias a eu, en retour, des effets sur le travail des journalistes en rehaussant certaines exigences de factualité, encourageant ainsi l'investigation comme en témoigne aux États-Unis la naissance du site *ProPublica* qui se revendique d'un « journalisme d'investigation à but non lucratif ». En France, le lancement de *Mediapart* en mars 2008 relève d'une dynamique sensiblement identique. Ce journal de professionnels de l'enquête journalistique combine les fonctionnalités des journaux en ligne traditionnels avec des outils communautaires collaboratifs et invite le lecteur-adhérent à commenter, échanger, rédiger, ce dernier devenant alors « coauteur » et « coproducteur » de l'information. De nombreux dispositifs invitent ainsi à redéfinir les formats du journalisme en y associant fortement les internautes. Par exemple, le journal en ligne américain *Spot.us* propose aux lecteurs de financer la réalisation d'enquêtes approfondies conduites par des journalistes professionnels sur les sujets qui les intéressent. Dans d'autres contextes, ce sont des populations exclues de la sphère de la représentation publique qui sont

amenées, dans des dispositifs souvent initiés par des journalistes ou des associations, à produire elles-mêmes de l'information et des enquêtes. C'est par exemple le cas de l'expérience du *BondyBlog*, initiée en novembre 2005 par des journalistes du magazine suisse *L'Hebdo* avec des jeunes habitants de Bondy (banlieue de Seine Saint-Denis au nord de Paris). Née à l'origine pour assurer « de l'intérieur » un suivi de l'expérience des jeunes lors des mouvements de révolte dans certaines banlieues françaises faisant suite à la mort d'un jeune poursuivi par la police, ce média de quartier prolonge aujourd'hui sous forme associative une production régulière d'information par des jeunes habitants (Sedel, 2011).

De la veille

À cet égard, on peut sans doute se demander si l'une des vertus du développement de la blogosphère ne serait pas d'inciter les journalistes à réactiver certaines pratiques, notamment en s'autonomisant d'une dépendance à l'égard des sources officielles. Le fait de « sourcer » une information constitue une activité cardinale de la pratique journalistique, une sorte de révélateur en acte des pratiques de production de contenu, une manière de se positionner dans le rapport de force entre informateurs. Or il apparaît qu'en étudiant les pratiques informationnelles de certaines « localités » de la blogosphère, on observe effectivement une manière décalée et davantage experte de faire de l'information, en modifiant l'équilibre entre sources officielles et alternatives (Atton, 2005). *De facto*, une autre part non négligeable de la production d'expressions citoyennes autonomes peut être caractérisée par la reprise de contenus produits par d'autres dont les formats d'énonciation s'avèrent alors très différenciés. Largement facilitées par l'émergence de dispositifs d'agrégation de contenus de diverses natures (SNS, flux RSS, Newsfeeds, Google News, etc.), les pratiques de reprise de contenus d'information alternatifs s'avèrent de plus en plus répandues, ce qui fait par exemple dire à Franck Rebillard que « l'information journalistique voit ses possibilités de circulation se multiplier, beaucoup plus fortement qu'elle ne voit ses lieux de création se renouveler » (Rebillard, 2006 : 55). Le rôle qui est alors endossé par ceux qui se livrent à cette activité est celui de veilleur et d'agrégateur puisque l'essentiel de ce travail de « thésaurisation » consiste à repérer sur la toile les éléments d'information considérés comme importants et de colliger ces signifiés dispersés en un même espace. Si la production n'est pas originale, le regroupement et l'agencement des contenus peuvent, en revanche, s'avérer utiles en assistant la maîtrise cognitive des informations, leur capitalisation et en facilitant une meilleure objectivation des faits et des situations qu'elles évoquent. Les « veilleurs » sélectionnent, regroupent et organisent des réalités chamarrées saisies par des points de vue divers qui proposent des formes d'intelligibilité différenciées. La variété des sujets abordés à laquelle répond la relative bigarrure des angles d'attaque contribue alors à élargir la visibilité de certains faits et, dans le même mouvement, à multiplier les références théoriques, politiques ou encore normatives qui justement prévalent à la mise en visibilité effective de ce qui est jugé comme méritant d'être vu. Les « veilleurs » participent également à la mise en *publicité* des contenus car c'est notamment par le biais de leur travail de référencement, de reprise, de multidiffusion et de réticulation que ces derniers peuvent espérer obtenir une surface réputationnelle plus importante, notamment en étant repérés, classés et promus « dignes d'intérêt » par les algorithmes des principaux outils de *search* (Halavais, 2009 ; Benkler, 2006) : « *je suis dans plus de 200 listes de personnes qui me suivent sur Twitter, qui eux ont des listes de plus de 2 000 personnes. La plus grande satisfaction que je peux avoir, c'est voir sur les liens des articles que j'ai envoyés, combien ont été cliqués. Voilà... j'ai donné la possibilité à 30/40 personnes l'occasion de découvrir un article qu'ils n'auraient pas découvert sans moi* ».

La reconnaissance d'un tel travail d'intercession et de maillage (Boltanski, Chiapello, 1999) tend d'ailleurs à s'inscrire explicitement dans les échanges accompagnant les procédures de mise en circulation de l'information. Citer non pas la source originelle du contenu, mais la personne par laquelle on l'a découvert devient, en effet, une des modalités conventionnelles de la reconnaissance des capacités des veilleurs à intéresser des individus qui, à leur tour, vont peut-être actualiser, réinvestir et utiliser les données ainsi transmises. Au fondement de cette pratique se trouve la nécessité d'un travail de *sourcing* qui, pour ne pas déboucher sur la réalisation d'un patchwork de textes qui n'aurait finalement de sens que pour celui qui l'a constitué, doit être cadrée par un principe de cohérence explicite (thématique, géographique, politique, etc.) ou facilement repérable par le lecteur (e.g. par un rubricage). Le modèle sous-jacent à ce travail de documentation est à l'évidence celui de la revue de presse (parfois automatisée *via* des outils comme Netvibes) : « *je vais quotidiennement, pendant 2 ou 3 heures, sur une quarantaine de sites de médias classiques, de blogs, d'orgas politiques, d'assos, sur des médias militants plus confidentiels, les mouvements sociaux* ». Arpentant les espaces numériques alternatifs (français : Rezo.net, Article XI, DanActu résistance, CSP, etc., ou étrangers : AlterNet, CounterPunch, Dissident Voice, etc.), les médias de masse sont également sollicités par les veilleurs. Si ces derniers dénoncent généralement leurs manquements, ils considèrent, d'une part, qu'ils restent des sources utiles, « *tout [n'étant] pas à jeter* », et d'autre part, qu'il est nécessaire de les citer, notamment pour en dénoncer les différents travers : unilatéralisme dans les sources, traces de jugement de valeur, déformation des propos, etc.

Du commentaire

Ces veilles sur des contenus qui ne sont pas *in-formés* par ceux qui leur donnent une nouvelle visibilité font l'objet d'une sélection attentive et surtout se voient accompagnées de commentaires et d'une éditorialisation minimale dont la dénonciation, l'ironie et le sarcasme sont parfois des ressorts importants. Les commentaires effectués peuvent ainsi compléter les informations mises en visibilité, les contextualiser, en accentuer la pertinence ou au contraire en souligner certains manquements. Ils peuvent également porter sur des informations qui sont reproduites en ligne, non pour en appuyer l'importance, mais au contraire pour dénoncer les apories de leurs contenus et la faiblesse des traitements médiatiques qui leur sont réservés : « *mon blog est un blog de commentaires sur des infos traitées par ailleurs. [...] Typiquement c'est un invité politique qui dit des conneries sur une antenne radio et je vais commenter* ». Le commentaire est donc également l'occasion d'une libération de la parole individuelle qui peut se trouver, hors ligne, bridée par des dispositions, certaines conventions sociales ou bien encore le manque d'interlocuteurs : « *dans la vie réelle, je suis assez conformiste, assez traditionnaliste, assez réservé pour ne pas dire introverti. J'ai peu de relations, peu d'amis et les gens ont de moi cette image d'un type assez tranquille, voire même d'un type qui reste dans son coin. Pour moi, [Internet] c'est un espace d'expression libre et je n'ai pas de tabous. Je dis réellement ce que je pense. C'est peut-être aussi pour ça que ça me plaît. Dans la vraie vie, je ne dis pas forcément ce que je pense. Et là si* ». Pour Joseph Lasica, la production d'information est une activité hybride qui s'organise autour d'opérations variées dont les fondements sont : « le choix d'informations et de thèmes dignes d'intérêt, l'ajout d'analyses et de commentaires, le fait d'être perspicace et de rendre subjectivement compte d'un événement, d'une tendance, d'un sujet... » (Lasica, 2003 : 73). On retrouve là, peu ou prou trace des différents régimes de publicisation que nous venons de mettre en exergue.

L'espace public que dessine le Web participatif s'avère multipolaire, constitué de multiples espaces de discussion pluriels, parallèles, intriqués qui n'ont pas toujours à voir, tant s'en faut, avec les architectures normatives de l'espace public médiatique hégémonique. Ils oscillent

entre des « espaces de repli et de regroupement » et « des terrains d'essais pour des activités d'agitation dirigées vers des publics plus larges » (Fraser, 2003 : 120). Ils se construisent aussi à partir d'une inventivité narrative, un foisonnement des signifiés auxquels répondent des contrats de lecture eux aussi pluriels et bigarrés. Couplés les uns aux autres dans des configurations changeantes, les styles énonciatifs de la production d'information ne répondent que marginalement aux canons habituels de l'écriture journalistique : phrases longues, bons mots, humour, points de vue subjectifs, provocations, éléments diégétiques fictionnalisés (« *des vrais bouts de roman* »), textes d'humeur, mise en exergue des affects, etc. Ils tendent également à modifier la hiérarchie symbolique des modalités de prise de parole, car ils lèvent certaines des contraintes qui réservaient précisément l'expression publique aux professionnels de l'information et retiraient ainsi aux publics la possibilité de prendre la parole : « *c'est un témoignage mais c'est un témoignage fictionnel quoi. C'est-à-dire que Yannick Prat c'est un personnage qui est vraiment pas loin de moi, mais c'est pas moi. Je raconte mon quotidien, mais c'est un quotidien qui est fictionnalisé. Il y a des anecdotes que je raconte qui sont souvent des mélanges de deux trois anecdotes différentes* ». En décalage avec les énoncés de la presse *mainstream*, les contenus produits par les enquêtés ne cessent toutefois d'être en proximité avec des références explicites aux médias dominants, au travers de liens, de citations, de commentaires critiques, etc. (Eveland, Dylko, 2007) : « *mais quand même, sur l'Europe, les blogs que je trouve les plus intéressants c'est les blogs de journalistes, donc de professionnels. Par exemple, le blog d'un journaliste de The Economist, un autre du Financial Times. Bon, c'est pas des amateurs* ». Si d'un certain point de vue, les expressions citoyennes autonomes dessinent des contre-espaces publics critiquant les normes de l'espace public médiatique dominant en construisant d'autres styles de discours public, elles ne sont pas pour autant dans une position de rejet radical du champ professionnel de production des biens d'information.

DU COMMENTAIRE À LA DISCUSSION

On peut également s'interroger sur l'éventuel rôle que peuvent tenir les sociabilités numériques existant aux entours de ces dispositifs de production d'information en tant qu'elles peuvent être appréhendées comme un nouveau « substrat social de l'espace public » (Habermas, 1993). En quoi ces espaces de relations sociales spécifiques pourraient être producteurs d'une posture citoyenne sensiblement différente de celle qu'ont pu produire les cadres plus traditionnels du débat public (François, Neveu, 1999) ? Répondre sérieusement à cette question nécessiterait de mettre en œuvre des appareils de preuve spécifiques permettant par exemple de catégoriser des registres argumentatifs, et de travailler plus centralement sur l'organisation dynamique des débats et des d'échanges (cf. section II). Telle n'a pas été notre focale, mais sans doute pouvons-nous avancer quelques éclairages et hypothèses de travail en nous appuyant sur certains travaux conduits en ce domaine et sur quelques observations que nous avons pu mener à ce sujet. Dan Gillmor (2006) décrit par exemple les cadres de la production d'information comme évoluant de la tenue d'une « leçon » à l'entretien d'une « conversation ». De même, Dominique Cardon avance que « ce qui définit avant tout la compétence du blogueur, c'est moins le fait d'écrire un blog que le fait de rentrer en conversation avec un public » (Cardon, 2007 : 52). Il serait alors patent que les nouvelles formes de circulation des contenus d'actualité, leurs formats et les espaces collectifs auxquels ils sont liés impulsent de nouvelles orientations aux expériences médiatiques allant dans le sens d'un élargissement radical de l'espace public, d'une nouvelle phase de sa démocratisation, ainsi que dans le sens du renforcement de la rationalité communicationnelle et de la forme conversationnelle comme principes structuraux de la démocratie (Cardon, 2010). Mais est-ce véritablement le cas ?

Un élargissement du débat public ?

Comme nous l'avons souligné, le bruissement des critiques et des commentaires n'est plus réservé aux coulisses de la réception et de la sphère privée. Il est également pris dans les rets de la publicisation et de la circulation des informations et d'une communication qui se fonde sur une intersubjectivité à géométrie variable (privée/publique). Contrairement au rôle que jouent les publics silencieux des médias de masse dominants, ceux des expressions citoyennes autonomes sont dotés de capacités d'intervention et de réaction susceptibles de les rendre plus actifs, plus curieux et plus critiques. Aux expressions alternatives de la production d'information répond ainsi parfois, comme en écho, l'expression des « récepteurs » qui leur apporte un caractère public inédit *via* les commentaires qu'ils laissent et le travail de reprise des contenus qu'ils font. Sites personnels et blogs citoyens parviennent en effet parfois à créer un espace d'interlocution autour de leurs productions éditoriales et réussissent à intéresser leurs publics au point de devenir des espaces de coproduction de sens et de sa matérialisation écrite (Dahlgren, 2005). S'il existe des exemples emblématiques de ces dynamiques au sein de certaines communautés épistémiques (logiciel libre, Wikipédia, etc.), il est cependant plus difficile d'en trouver des exemples aussi éprouvés s'agissant de la production d'information. Les dispositifs mis en place, s'ils sont parfois des espaces de partage et de mise en débat (Deuze, 2003) où la participation et le caractère public de ce qui est débattu ne sont *de facto* plus indexés à des institutions ou des agents autorisés, ils se montrent en revanche plus discrets lorsqu'il s'agit de créer des espaces communs capables de rendre un jugement ou de créer des référents sémantiques collectifs relevant *volens nolens* d'une dynamique de type consensuel. On peut toutefois considérer que cette apparente « incapacité » révèle surtout une volonté de distance avec les activités de délibération et de stabilisation des débats toujours susceptibles de redonner de la vitalité à certaines formes de domination : un alignement des opinions, mais au risque de redonner de l'importance aux mieux dotés en capitaux culturels et langagiers. Les formes d'expression les moins assujetties aux normes de l'argumentation peuvent apparaître moins convaincantes car moins tenues, mais elles témoignent d'un accès renouvelé à la *publicité* qui s'avère de moins en moins soumis aux filtres exigeants de la sélection par les compétences culturelles les plus légitimes. Le profane, le vulgaire, le décalé, le détourné, etc., peuvent également être porteurs d'une charge informationnelle parce qu'ils peuvent aujourd'hui prétendre à une mise en visibilité qui ne leur était que fort rarement octroyée au sein des médias dominants : « *certaines infos que je relaye, je les relaye des fois juste parce que je les trouve originales. [...] C'est complètement loufoque, mais ça a un impact parce que ça marque les esprits, donc pourquoi pas ?* ». Sphères sociales d'information et de confrontation partielles, fragmentées, sectorielles, subjectives, les scènes de la production d'information permettent néanmoins que se construisent des arguments et participent autrement à la formation de jugements citoyens (Greffet, Wojcik, 2008 ; Benvegna, Brugidou, 2008 ; Flichy, 2008). Elles sont même parfois porteuses d'invites à la mobilisation collective (cf. *infra*), bien qu'elles ne s'avèrent que rarement articulées à d'autres arènes d'action publique où se joueraient par exemple des processus décisionnaires autour de biens communs capables de faire droit.

A cet égard, les potentiels de mise en liens hypermédiatiques offerts par le Web sont souvent évoqués (graphes à l'appui) pour montrer qu'il existe une interconnexion de ces arènes publiques numériques. Toutefois, les démonstrations proposées sont peu convaincantes, dans la mesure où elles supposent par trop rapidement que l'inscription de potentiels de mise en relation *online* équivaut à « jeter des ponts herméneutiques » (Habermas, 1997 : 400) d'un texte

à l'autre et à l'établissement de « liens transversaux de savoir à savoir, d'un point de politisation à un autre » (Foucault, 1984 : 154-155). La géographie du Web ne dit pourtant rien, en soi, de la mobilisation effective de ces liens. Elle ne démontre aucunement la transitivité des publics et ne peut en rien présager des effets sociaux de cette réticulation. Comme il convient de le rappeler, il est peu réaliste de penser que l'articulation effective des arènes, des opinions ou des points d'appuis revendicatifs puisse se dérouler pour l'essentiel derrière des écrans. Si elle ne bouleverse certainement pas les manières d'exercer efficacement une pleine citoyenneté quant aux enjeux publics, la production alternative d'information tend néanmoins, comme en résonance avec les régimes énonciatifs qu'elle porte, à rompre avec le formalisme communément attaché à l'usage public de la raison et au primat accordé à l'argumentation. Cela ne manque pas d'être souligné par nombre de recherches, le plus souvent en déplorant le décalage avec le modèle normatif de l'entente dialogique par l'usage public de la raison, ce qui les conduit à négliger « les moyens par lesquels les participants eux-mêmes établissent des normes encadrant leurs interactions [et] négocient les formes de justifications acceptables » (Chaput, 2008 : 86). Les enquêtés eux-mêmes dénoncent d'ailleurs, depuis une conception procédurale du débat, les travers du modèle conversationnel (Urfalino, 2005) et des commentaires en ligne (réactions sporadiques, argumentations faibles, simplifications, injures, etc.) empêchant que se construisent des discussions riches et soutenues : « *je pense qu'il y a des forums pour discuter, c'est une autre démarche. Ça demande beaucoup de disponibilité et ça foire très très vite, comme sur Indymedia, comme sur Bella Ciao. Il y a un tel affrontement parfois sur Internet, ça monte très vite* » ; « *il n'y a pas souvent de dialogues qui aboutissent* ». Mais les producteurs d'expressions citoyennes autonomes refusent néanmoins de sélectionner *ex ante* les intervenants, ne censurent *ex post* les commentaires qu'en cas de propos tombant sous le coup de la loi et soulignent aussi l'importance de préserver une expérience du débat public variée : « *amener un sujet et permettre aux gens de débattre comme ils l'entendent* ». Les débats entourant la production d'information sont hétérogènes et cette hétérogénéité est perçue comme une qualité permettant de rendre plus poreuses les frontières entre délibération et conversation ordinaire, et de brouiller les partages entre public et privé, profanes et experts, distanciation et expressivité, démodalisation et personnalisation, etc. Le préalable de l'égalité présumée des « prenants-part » de l'idéal délibératif n'est donc plus particulièrement valorisé car c'est l'asymétrie des positions des locuteurs qui est censée apporter la richesse des discussions, tout comme le détachement des contraintes procédurales : « *par principe, je vais laisser de la place à des discussions qui sont pas très carrées, où les arguments sont pas toujours pesés quoi. Mais même quand c'est pas toujours carré ça peut être intéressant. Tu peux en retirer quelque chose, ça arrive qu'il peut y avoir des pépites* ».

Place est donc laissée à la parole, quelle que soit sa forme, fut-elle jugée peu commune, trop peu étayée, étrange, etc. Cette ouverture de l'espace d'expression crée toutefois des tensions car les frontières censées instaurer un partage entre le tolérable (que l'on doit laisser visible) et l'irrecevable (que l'on doit rendre invisible) sont mouvantes. Elles dépendent des intervenants, de la situation, des thèmes abordés et sont l'objet de négociations *in situ* entre les initiateurs d'une discussion, leur public qui peut intervenir à tout moment, et le responsable de l'espace d'*in-scription*. La clôture des débats et les sanctions apportées sont des régulations qui ont un caractère collectif et sont le résultat des manifestations des « prenants-parts » qui expriment à un moment donné la volonté de mettre un terme aux controverses qui semblent stériles. Il faut toutefois noter que ces ajustements pratiques peuvent aussi être l'expression d'une forme de domination des individus les plus dotés culturellement sur ceux qui ne disposent pas du même capital, lesquels, dans la confrontation, peuvent être assez rapidement invités, par les premiers, à rejoindre la cohorte de la majorité silencieuse.

A l'évidence, le débat public le plus ordinaire trouve, sur Internet, des ressources autres que celles qui sont attachées aux « espaces de savoirs locaux » qui lui étaient jusqu'alors dédiés, c'est-à-dire, pour l'essentiel, liées « à des milieux de sociabilité institutionnalisés (local, professionnel, associatif) » (François, Neveu, 1999 : 50. Rosanvallon parle à cet égard de *implications citoyennes diffuses* – 2008). Pour 59 % des Français de 15 ans et plus, les avis des proches seraient primordiaux dans la formation des opinions politiques – Vedel, 2010 : 18). Nous avons, ailleurs (Granjon, Le Foulgoc, 2010), insisté sur le fait que les zones de débats collectifs implémentées sur les sites d'information (forums, espaces de commentaire, etc.) autorisent l'ouverture à des territoires plus distants (Hargittai *et al.*, 2008) et notamment la mobilisation de liens inédits liés à l'actualité (Donald Matheson – 2004 – parle à cet égard de *journalisme de connexions*). Les dispositifs couplant information et lieux de discussion permettent en effet l'émergence d'espaces de connexion où les contenus publiés peuvent être repris, discutés et travaillés par différentes opérations dont le réseau des réseaux simplifie potentiellement certains des accomplissements pratiques. Aussi, les espaces d'interlocution de la production d'information vont dans le sens d'un élargissement du périmètre politique du débat. Ils se présentent comme les supports de séquences de discussion qui participent de pratiques qui s'éloignent des formes les plus instituées de discussion publique en ce qu'elles reposent nettement moins sur une césure entre les espaces de réception de l'information et ceux de la participation civique aux débats.

Pour un certain nombre de leurs utilisateurs, les dispositifs de production d'information sont aussi des lieux d'expérimentation d'idées et d'opinions que l'on peut tester « à moindre risque », à l'abri des jugements pouvant être émis par des proches : « *sur le voile, j'étais pas sûr de savoir quoi penser. (...) Lancer le débat sur le blog, c'était s'exposer à avoir des réactions épidermiques, mais c'était aussi bénéficier des arguments des uns et des autres et discuter différents points de vue, parce qu'autour de moi, les avis étaient bien plus tranchés que le mien* ». Par ailleurs, plus les signes formels d'un investissement dans la production de commentaires sont évidents (*posts* longs, argumentations minutieuses, références au fil de la discussion, etc.), plus ils sont interprétés comme nécessitant une attention à la hauteur de l'effort semblant avoir été produit. Celle-ci porte à l'évidence d'abord sur les contenus émis, mais elle semble également se coupler, quand elle devient relativement fréquente, à des formes d'attachement liées plus spécifiquement aux personnes : « *il y a des personnes qui laissent des commentaires, tu te dis : "Waouh ! Celui-là c'est un sérieux". Donc forcément, tu vas être plus attentionné à ce qu'il dit, tu vas prendre contact avec lui, tu vas chercher à le connaître un peu plus, qui il est, ce qu'il pense* ». L'attachement pérennisé aux individus producteurs de commentaires, tout comme aux producteurs d'information considérés parmi les plus pertinents, tend alors à épouser des formes de lien social qui le plus souvent sont décrites par les intéressés comme relevant de relations d'amitié, mais qui, dans les faits, se rapprochent de liens tels que ceux qu'attachent des *leaders d'opinion* à leurs *followers* sur le principe du *two step flow* (Katz, 1973). À la fois *agents d'information* car prescripteurs de lectures et *agents de légitimation* en ce qu'ils sont susceptibles d'orienter l'attention des internautes exposés à leurs interventions, ces « nouveaux » leaders d'opinion se différencient néanmoins du modèle épidémiologique établi par Elihu Katz, dans la mesure où ils ne sont pas plus « influencés » par les médias de masse que leurs « suiveurs ». En revanche leur autorité semble bien s'appuyer sur un triptyque relativement identique à celui qui avait été repéré à l'époque « 1) la *personnification de certaines valeurs* (qui l'on est) ; 2) la *compétence* (ce que l'on sait) ; 3) à la *position stratégique* (qui l'on connaît) », (Katz, 1973 : 299 ; Granjon, 2001) : « *il y a des gens qui veulent savoir ce que je pense de Frédéric Lordon, ce que je pense de Paul Jorion, d'Alain Badiou... Oui, on*

me sollicite pour savoir ce que je pense de... “As-tu lu son dernier article?”. On sait que je suis sur Twitter le type qui défend les idées très à gauche, maintenant c’est clair, donc on me sollicite pour ça ».

Bien que partielles, les arènes numériques concourent à une réactivation de l’exercice du jugement et prolongent les formes historiques de la socialisation réflexive par la discussion. Peut-être davantage qu’au sein des espaces publics médiatiques dominants, les expressions citoyennes autonomes sont porteuses de formes de vigilance critique qui se ressource dans l’expertise distanciée, des savoirs objectivants, mais aussi dans l’expression individuelle et collective de l’expérience et du vécu. Ce qui s’invente sur le Web participatif n’a, à l’évidence, rien d’une révolution formelle qui bouleverserait l’espace public (il faudrait pour cela qu’il s’y substitue), mais cela repose néanmoins sur des modes de sociabilité qui peuvent réactiver le débat d’idées, l’évaluation critique, la contestation et l’élaboration collective, lesquels autorisent une réflexivité et une mise en capacité des sujets sociaux à devenir des agents plus conscients, plus autonomes et davantage acteurs de leur propre devenir. Après d’autres supports, Internet joue un rôle singulier dans l’ouverture et l’actualisation de potentialités sociotechniques permettant aux individus et aux groupes d’exprimer leurs expériences, leurs interprétations, leurs revendications, etc.

MISE EN VISIBILITÉ ET PRODUCTION DES PUBLICS

« Publier, c’est participer au bien public par le moyen de la publication » (Cefaï, Pasquier, 2003 : 21). *De facto*, la production d’information est concomitante d’efforts effectués pour donner une visibilité à des contenus dont il est estimé qu’ils sont importants au regard de leur portée citoyenne. Autrement dit, la mise à disposition de contenus symboliques (productions originales ou reprises de textes, d’images, de sons, agrégations de signifiés, commentaires, etc.) peut être également considérée comme entretenant un lien étroit avec des logiques de production de publics relevant de « nouvelles manières d’attacher les personnes à leurs œuvres dans l’espace public numérique » (Cardon *et al.*, 2006 : 12). Les contenus délivrés n’acquiescent en effet une efficience que s’ils rencontrent des sujets susceptibles de s’y intéresser, de les discuter et/ou de les diffuser à leur tour. C’est seulement en trouvant des relais relationnels et en se servant des dynamiques communicationnelles que ces derniers peuvent délivrer leur « potentiel citoyen », lequel ne peut être par ailleurs rabattu sur la seule capacité à inscrire les contenus publiés dans un système d’interlocution en ligne ouvert au plus grand nombre. Force est cependant de constater que les producteurs d’expressions citoyennes autonomes façonnent de plus en plus des dispositifs en ligne complexes, lesquels s’appuient sur des systèmes de gestion de contenu (*Content Management System* – sites, pages personnelles, blogs, UGC), mais également sur des services permettant de multiplier les contacts, selon des logiques communautaires, promotionnelles ou de gain de notoriété (microblogging, sites de réseaux sociaux, liens RSS, etc. – cf. section II). La plupart des producteurs d’expressions citoyennes autonomes reconnaissent ainsi une grande utilité des SNS pour s’informer, faire de la veille, mais aussi diffuser et faire la promotion (parfois automatisée, notamment vers Twitter et Facebook) de sa propre production en s’attachant un public pour partie choisi et dûment ratifié. Plus encore que pour les blogs, déjà remarquables en ce qu’ils proposent des opportunités relationnelles qui reposent sur des productions éditoriales par le biais desquelles les individus s’attachent les uns aux autres, les dispositifs multi-étagés des producteurs d’expressions citoyennes autonomes que nous avons rencontrés dessinent des publics variés, qui restent fragiles et plutôt erratiques, mais qui, pour une part, forment aussi des embryons communautaires fidélisés et investis, travaillant de concert à leur

montée en compétence, ainsi qu'à la construction collective des interprétations, des opinions et de la politisation de leurs intérêts à des fins de changement social.

Produire son public

Les publics des producteurs d'expressions citoyennes autonomes sont en réalité hybrides. Ils sont à la fois le produit de stratégies et de tactiques relationnelles, mais aussi le résultat de logiques de recherche d'audience plus conventionnelles. Dans le cas des formes expressives portées par les blogs ou les sites de réseaux sociaux, ce qui est souvent recherché est la rencontre de facettes de soi avec des publics susceptibles d'en approuver les spécificités. Sont alors précisément publicisés des éléments identitaires habituellement retranchés de l'espace social des échanges intersubjectifs, mais qui sont en cette occasion réinvestis en ligne dans le « domaine de la visibilité commune » (Føssel, 2008 : 13). Les publics sont alors attachés aux contenus *via* des logiques d'intéressement proactives, liées à l'originalité identitaire du producteur (cf. *infra*). Mais la recherche de publics *ad hoc* est également, et plus trivialement, pensée en termes d'audience, de référencement, de viralité, de sérendipité, voire même laissée au hasard.

La connaissance somme toute relative qu'ont les producteurs d'expressions citoyennes autonomes des individus qui les lisent semble d'ailleurs témoigner de cet état de fait. Les signes au travers desquels est interprétée la morphologie des publics relèvent par exemple de la nature des commentaires (quand ils sont lus), des publications les plus fréquentées, des courriels reçus, etc. C'est à partir de ces signaux faibles (en qualité et/ou en quantité) qu'ils se font une représentation des publics qui les lisent. Les éléments les plus couramment mobilisés afin d'évaluer ses publics restent les indicateurs apportés par les outils statistiques de type Google analytics quant à la fréquentation des *posts*, le nombre de liens hypertextes entrants, la localisation géographique des lecteurs, etc. Ces métadonnées ne renseignent finalement que partiellement sur les identités des publics, mais apportent en revanche des mesures de l'activité permettant d'évaluer sa progression au fil du temps, notamment en termes d'audience : « *si j'écris quelque chose et qu'il n'y a pas de lecteurs, mon réflexe va être de vérifier s'il n'y a pas de problème technique d'accès...* ». Certains enquêtés peuvent se prévaloir d'évidents succès quantitatifs : un article consulté près de 100 000 fois, un *post* ayant déclenché plus de 800 commentaires, un bilan de plus de 9 000 réactions apportées aux commentaires sur les 12 derniers mois, etc. Même quand elles s'avèrent largement moins impressionnantes que ces derniers chiffres, les mesures de l'activité en ligne apportent généralement quelques satisfactions, si tant est qu'elles témoignent d'une quelconque progression, fonctionnant alors comme autant d'encouragements à poursuivre la démarche. Elles sont finalement moins des mesures objectives de succès audimétriques que des prises permettant d'organiser une réflexivité (« *j'ai quand même fait tout ça...* ») et de jauger son initiative à l'aune de quelques améliorations quantitatives (nombre de *posts*, de commentaires, de liens, de réponses, de *retweets*, de citations, etc.). Avec quelques centaines de pages vues par jour, une enquêtée pourra ainsi nous déclarer : « *bon, ça va, je n'écris pas pour moi... On écrit pour le monde entier* ».

Les éléments permettant de maintenir ou de gagner de l'audience sont également connus des producteurs d'expressions citoyennes autonomes : l'évocation de certaines personnalités politiques, la régularité et la fréquence de publication, l'inscription du dispositif dans un réseau dense de liens, l'attachement des publics par la syndication, le fait de se faire reprendre par des blogueurs reconnus ou des journalistes, le nombre de commentaires générés, etc. Pour autant, la connaissance de ces divers leviers ne donne pas nécessairement lieu à des

ajustements pratiques qui leur permettraient pourtant d'améliorer leur audience. Les *aggiornamenti* éventuellement nécessaires sont en effet envisagés comme pouvant nécessiter certaines concessions dont ils estiment qu'elles viendraient heurter les principes mêmes de leur engagement dans la production d'information. Divers arguments sont avancés pour expliquer cette désaffection pour la maximisation de la performance. Au-delà même d'une critique du principe audimétrique, les enquêtés manifestent des réticences à envisager que les contenus originaux qu'ils produisent puissent bénéficier symboliquement à des repreneurs avec lesquels ils n'auraient pas d'affinités. La maîtrise des proximités co(n)textuelles semble en effet être l'une des règles que se sont fixé les producteurs d'expressions citoyennes autonomes que nous avons rencontrés : « *ça m'est arrivé de faire une note sur la grippe A et cette note a été récupérée par cette espèce de groupe anti-vaccin, anti-médecine, anti-tout. Et ça, ça m'a pas fait rire du tout parce que mes propos étaient pris comme argument contre les vaccins. Mes propos étaient déformés et mis à l'envers* ». L'un a par exemple refusé de participer à l'éphémère publication papier *Vendredi*, un autre à *Fakir*, et un dernier de dénoncer la reprise « hors contexte », sur le site de Ségolène Royale *Désirs d'avenir*, d'un *post* particulièrement lu et commenté émanant de son propre site. De même, le contrôle des commentaires apportés aux contenus par la possibilité d'exercer une censure *ex post* semble recouvrir une réelle importance : « *je n'ai pas exercé de censure à l'exception de 3 ou 4 commentaires déplacés, mais je veux garder la possibilité de le faire. C'est pas open publishing ici, c'est mon truc à moi* ». On peut voir là un paradoxe dans la mesure où, comme nous l'avons souligné *supra*, une part parfois conséquente de la production d'information consiste précisément en une reprise de contenus produits par d'autres et s'appuie par ailleurs sur le principe d'une expression qui se doit d'être libérée des carcans de la bienséance permettant de réserver la prise de parole publique.

La connaissance des publics de la production d'information est toutefois plus importante concernant les individus qui leur sont fidèles (souvent qualifiés d'*aficionados*) et rendent visibles leur présence (e.g. en laissant régulièrement des commentaires). Pour ce qui tient à ces personnes, les producteurs d'expressions citoyennes autonomes font souvent le constat d'une homophilie sociale et politique qu'ils envisagent alors comme un « *public de convaincus qui est globalement très en accord avec ce qui est dit* » (72 % des internautes affirment ainsi se rendre sur des sites qui partagent leur point de vue – Vedel, 2010 : 18). Bien que d'aucuns considèrent que ces dynamiques de construction d'un entre-soi partisan soient critiquables au nom d'un pluralisme idéalisé (Sunstein, 2001) et d'une crainte largement fantasmée de l'uniformisation des opinions, c'est pourtant par l'entremise de ces logiques de polarisation et de construction de prises communes que se constituent en ligne des « groupes d'individus défendant des positions convergentes, [que peuvent se créer] des agrégats thématiques plus visibles et identifiables par tout ceux, journalistes notamment, qui sont à la recherche d'informations spécialisées et d'expertise » (Cardon, Delaunay-Tétérel, 2006 : 60). Leur perception est également plus fine concernant les autres producteurs d'information qui ont des positionnements et des pratiques relativement similaires aux leurs. Avec ces publics, peuvent alors s'initier des échanges plus soutenus, plus riches, voire plus intimes, qui trouvent parfois à s'actualiser dans des rencontres *in praesentia* et ouvrir ainsi des formes pérennes de socialisation : « *suite à ce blog j'ai rencontré des vrais gens, des militants associatifs sur Metz, par exemple, je les connais pratiquement tous et c'est comme ça que j'ai connu des gens* ».

Notons également que les contacts avec les journalistes, s'ils ne sont pas nécessairement très fréquents, font néanmoins partie du répertoire des interactions communes qu'engendre la production d'expressions citoyennes autonomes. C'est d'ailleurs plus nettement avec le « pôle spécialisé » des journalistes (Marchetti, 2002) que ces contacts s'initient dans la très grande

majorité des cas. Dans leurs discours, les enquêtés, ne sont pas toujours naturellement disposés à travailler en proximité avec la sphère journalistique dont ils sont le plus souvent très critiques : « *la presse c'est de pire en pire* » ; « *c'est une espèce de propagande qu'on nous sert* » ; « *les médias sont les marionnettes des sociétés multinationales* », etc. Reprenant des arguments des critiques expressiviste et contre-hégémonique, ils dressent un portrait peu valorisant des pratiques journalistiques actuelles, et ce, bien qu'ils continuent à souligner l'importance de l'espace public médiatique et qu'ils demeurent la plupart du temps d'acharnés lecteurs de presse, *modulo* les dispositions qui en cadrent la consommation : « *c'est peut-être un complexe de classe... Aller acheter Le Monde, il y a comme une barrière psychologique. Je pense que ce n'est pas pour moi. Ça représente quelque chose que je n'ai jamais vu chez moi, c'est quelque chose d'une classe très intellectuelle...* ». Dans les faits, nombre de producteurs d'expressions citoyennes autonomes font le récit de collaborations avec des journalistes français ou étrangers qui ont pris contact avec eux, parfois à plusieurs reprises (e.g. dans le cas des « invités » ou des « veilleurs d'info » sur *Le Post* – cf. section III). L'absence de couverture de certains faits sociaux ou leur traitement superficiel par la presse *mainstream*, la rareté et l'acuité d'une expertise, ou encore l'originalité d'un ancrage dans le quotidien figurent parmi les motifs les plus courants qui invitent les journalistes professionnels à avoir recours aux services d'autres producteurs d'information. S'il est possible de considérer ces relations électives et occasionnelles comme un élargissement *ad hoc* de leurs sources et de leurs informateurs, elles sont néanmoins envisagées par les producteurs d'expressions citoyennes autonomes, depuis une posture critique, comme la preuve des déficiences du journalisme tel qu'il est exercé au sein des grands médias et de son incapacité chronique à traiter les informations en profondeur : « *sur la grève générale aux Antilles, les médias ont été très mauvais, alors ça m'a pas étonné d'être sollicité sur ce thème* ». Ces relations avec des professionnels des médias traditionnels sont par ailleurs généralement (et paradoxalement) appréhendées comme des faits d'arme dont on pérennise les potentiels, notamment en gardant contact *via* les sites de réseaux sociaux.

Un fonctionnement par présomptions

Si les producteurs d'expressions citoyennes autonomes estiment suffisamment importants leurs intérêts citoyens, au point de travailler à leur publicité en ligne, ils ont en revanche peu de certitudes quant à l'utilité réelle de leur démarche : « *je n'ai aucune illusion sur l'intérêt que ça a par rapport à un travail militant humain, engagé auprès des gens eux-mêmes, dans un rapport direct* ». Connaissant relativement mal leurs publics et ne disposant d'aucun moyen pouvant attester d'une quelconque manière de la portée effective de leurs initiatives, ils se trouvent *de facto* dans l'obligation de fonctionner par présomptions (Viégas, 2005) et de supposer que leurs activités sont susceptibles de jouer un rôle positif quant à la formation des dispositions citoyennes, des opinions et à leur étalonnage sur les perspectives qu'ils défendent parfois. Il semblerait qu'il s'agisse d'ailleurs d'un soubassement motivationnel nécessaire au maintien de leurs pratiques de publication. Aussi, les témoignages accréditant l'office positif de ces dernières, les encouragements, conseils et autres commentaires portés à la connaissance des producteurs d'expressions citoyennes autonomes sont-ils de précieuses gratifications symboliques dont ils se nourrissent pour apprécier leurs contributions et renforcer leur conviction quant à la nécessité de poursuivre leurs desseins. Ces signes qualitatifs justifiant d'un investissement important dans la pratique étant relativement peu nombreux, ils se trouvent, là aussi, remplacés par d'autres indicateurs statuant quantitativement, non plus sur la profitabilité des informations publicisées, mais plus simplement sur l'existence d'un public considéré comme devant logiquement s'étoffer au fil du temps. Surveillant attentivement, par le biais d'outils de mesure d'audience, les niveaux de consultation de leurs différents *posts*, ils

envisagent chaque surcroît de visites comme une validation tacite de leur utilité civique. Il faut à cet égard souligner de nouveau que ces métriques, si elles peuvent potentiellement être des incitations à poursuivre (ou abandonner) l'aventure, ne provoquent en revanche que fort peu d'ajustements éditoriaux s'agissant de succès d'audience à réitérer ou, au contraire, d'échecs à éviter. La mesure des *bits* permet d'établir des constats, mais elle n'est pratiquement jamais envisagée comme devant être suivie de procédures d'accommodation des contenus mis en ligne. D'une part, on ne sait qu'en certains cas précis quelles sont les raisons effectives des « victoires » quantitatives et, d'autre part, celles-ci ne renseignent pas franchement quant au degré de réussite des objectifs implicites de la production d'information, à savoir l'élargissement des intérêts pour la chose publique (les personnes ont-elles réellement lu l'information ?), l'armement de la critique (sont-elles plus « éclairées » ?) et le cadrage des opinions (partagent-elles au final le point de vue défendu ?).

Les statistiques de fréquentation se présentent ainsi comme des artefacts motivationnels, mais ne fournissent pas aux producteurs d'expressions citoyennes autonomes les ressources leur permettant d'amender leurs pratiques. Faute de pouvoir être renseignés sur leurs publics, mais seulement sur leurs audiences (Livingstone, 2004), leurs activités restent largement dépendantes des logiques de présomption que nous évoquions *supra*. Elles sont néanmoins augmentées d'expériences qui leur offrent quelques possibilités d'optimisation de leurs auditoires, constatant par exemple une amélioration des fréquentations quand certaines publications ont pu bénéficier de la caution de pairs légitimes et reconnus (e.g. la citation d'un *post* ou du site par un « blogueur influent »), d'une reprise par un « grand média », d'une amélioration du référencement destiné aux moteurs de recherche, ou bien encore d'une promotion virale (e.g. sur des sites de réseaux sociaux) : « *pour faire connaître le site, il fallait en sortir et donc j'ai écrit plusieurs papier sur Mediapart, parce que j'aime bien Edwy Plenel... J'ai écrit 3 ou 4 papiers sur Agoravox et 3 ou 4 autres sur Bella Ciao* ». Pour être lus, les producteurs d'expressions citoyennes autonomes doivent *a minima* s'engager dans des manœuvres d'autopromotion, notamment en obtenant la reconnaissance des autres producteurs, lesquels contribuent à augmenter leur surface de visibilité en les inscrivant dans leurs propres réseaux de liens. La systématisation de telles pratiques reste cependant assez largement marginale pour ce qui concerne les individus auprès desquels nous avons enquêté, bien qu'elle ait été attestée à plusieurs reprises par d'autres études (Cardon, Delaunay-Tétérel, 2006 ; Rebillard, 2006). Aussi, s'agissant des audiences, les expressions citoyennes autonomes ne peuvent être décrites comme des offres véritablement concurrentes de celles qui sont produites par les médias dominants, lesquels disposent d'une visibilité et d'un potentiel de mise en publicité sans commune mesure avec leurs « challengers altermédiatiques ». Bien que décriés, les contenus journalistiques *mainstream* conservent un fort potentiel attractif, y compris au sein des producteurs d'expressions citoyennes autonomes qui, même chez les plus radicaux, reconnaissent l'intérêt citoyen du travail mass-médiatique, et ce, tout en dénonçant la concentration économique des médias, leur hégémonie symbolique et leur centralité au sein des hiérarchies instrumentales produites par les agences de classement en ligne (dont au premier chef Google), lesquels accordent une prime de notoriété aux macro-acteurs (Hindman, 2009) et orientent ainsi la lecture des publics.

PRODUCTION DE SOI, IDENTITÉS NARRATIVES ET RECONNAISSANCE

À plusieurs reprises, il a été souligné dans les travaux de recherche portant sur l'autopublication ou le « journalisme participatif », l'importance de la dimension « identitaire » de ces pratiques. L'investissement dans la production d'expressions citoyennes autonomes

qui, a un premier niveau, relève comme nous l'avons vu, d'un engagement civique, se double de formes de production de soi dont l'importance peut fortement varier d'un sujet à l'autre. La participation à l'espace numérique par le biais de la production symbolique de contenus informationnels de portée publique vient en fait s'arrimer à des dynamiques de construction d'*identités narratives* (Ricoeur, 1988). Rédacteur en chef de *BondyBlog*, Nordine Nabili note ainsi que le dispositif éditorial tel qu'il existe aujourd'hui a permis aux contributeurs « de faire un vrai travail d'estime de soi, de confiance acquise parce qu'enfin leur parole était reconnue, discutée. Ils ont pris la parole, l'ont mise sur la place publique, quelle qu'ait été leur situation sociale, culturelle, ethnique. Alors, ils ont existé, ils avaient enfin un statut » (entretien réalisé par Sylvia Zappi, 2010 : 141). Au sein d'*Agoravox*, des logiques approchantes semblent également constituer une large part des ressorts motivationnels des contributeurs. La production d'information, précise ainsi Aurélie Aubert, apparaît « à la fois comme une affaire privée, publique et politique qui laisse une place importante à la subjectivité, dans une dynamique qui veut que cette mise en scène de soi et de ses opinions soit médiatisée dans l'espace public en mêlant des questions appréciées à la fois sous un angle objectif et subjectif. L'appréhension de sujets sociaux, culturels ou politiques et la soumission de sa propre analyse dans la réalisation d'un "article" souligne bien cette alliance de l'objectif et du subjectif. Publier le résultat de sa réflexion est perçu comme un engagement dans le collectif, une manière d'apporter un regard subjectif pouvant néanmoins éclairer l'ensemble de la collectivité à laquelle on appartient. Se projeter dans l'écriture et publiciser le résultat de cette projection créative, permet aussi de se repenser soi-même » (Aubert, 2011b : 74).

De la production de soi

Pour aborder plus particulièrement cet aspect de la production d'information qui n'a été que peu travaillé, bien qu'assez souvent repéré comme dimension essentielle de cette dernière, nous souhaitons mobiliser, en continuité avec les analyses des sections précédentes en termes de visibilité, l'appareillage théorique de la théorie de la reconnaissance. Telle que définie par Axel Honneth, la logique du rapport de reconnaissance relève d'une confirmation des dimensions « identitaires » des sujets concourant à leur réalisation individuelle. Sans rentrer dans le détail du dispositif conceptuel du philosophe allemand, précisons que pour lui, l'une des dimensions essentielles de la reconnaissance repose sur le principe d'un sujet qui se conçoit réflexivement comme appartenant à une société organisée. Ce faisant, la reconnaissance est liée à une forme de relation pratique à soi-même assurant la valeur sociale de son identité et ouvrant à l'*estime sociale de soi* (Renault, 2004), c'est-à-dire à « l'attitude positive qu'un individu est capable d'adopter à l'égard de lui-même lorsqu'il est reconnu par les membres de sa communauté comme une personne d'un certain genre » (Honneth, 2000 : 97). Pour Honneth, cette voie dans la reconnaissance habilite l'individu à se rapporter positivement à ses qualités personnelles et singulières en tant qu'il s'appuie sur des fins éthiques qui imprègnent la société à laquelle il participe. La quête d'estime sociale se fonde ainsi sur la reconnaissance d'un état situé dans une nomenclature culturelle et « c'est la "valeur" de cet état – résultant de la contribution collective, socialement définie, qu'il apporte à la réalisation des fins de la société – qui détermine la valeur sociale de ses membres. » (Honneth, 2000 : 150).

On s'autorisera de cette posture à déduire que le positionnement civique que les producteurs d'expressions citoyennes autonomes adoptent peut être décrit comme une demande de reconnaissance essayant de faire valider par autrui une certaine forme d'estime sociale de soi. Car affirmer un investissement au sein d'un espace public, fût-il numérique, c'est aussi revendiquer un positionnement citoyen de participation à une communauté *solidaire* de pensée

et de débat. Mais il semble que, dans le même temps, cette activité de production de contenus et de demandes d'accréditation édictées par des sujets depuis leurs singularités personnelles, forme aussi un lien avec des demandes de reconnaissance qui se fondent sur la nécessité d'une attestation d'un sujet envisagé dans sa vie individuelle et/ou comme appartenant à une communauté plus restreinte : « ce ne sont pas des qualités collectives, mais les capacités développées par chacun au cours de son histoire personnelle qui en viennent désormais à commander l'estime sociale » (Honneth, 2000 : 153). Ce sur quoi reposerait également la production d'information aurait donc à voir avec des demandes de confirmation d'une *estime subjective de soi*, c'est-à-dire d'une identité plus personnelle, ou tout au moins vécue comme telle, permettant que le sujet puisse prendre envers lui-même une attitude positive à partir de qualités qui le distinguent de ses partenaires d'interaction. Outre le positionnement citoyen de la production d'information et son traitement au prisme d'une certaine subjectivation, ce sont donc aussi des éléments d'information plus personnels qui sont portés au regard des visiteurs, venant ainsi composés des ensembles symboliques hybrides. À ces mélanges de signifiés viennent s'ajouter des discussions qui, bien que généralement mises en visibilité sans restriction, relèvent, elles aussi, du domaine privé et convoquent des contrats de lecture portés par la recherche de reconnaissance d'identités singulières.

Le « trouble » des frontières entre sphères privée et publique que nous évoquions *supra* se lit également au travers du fait que la production d'expressions citoyennes autonomes est une forme d'accomplissement pratique dont l'un des ressorts est celui du « *self at source* » (Turkle, 1999). Singularités identitaires et intérêt général se côtoient : « *on peut m'incarner derrière une sensibilité de révolté. J'incarne des idées, mais au travers de ce que je suis. Pour pouvoir convaincre les gens il faut pouvoir partir de n'importe quoi. Les idées elles ne sont pas que théoriques, alors on peut avoir envie de changer le monde et de verser une larme sur une connerie et le dire* ». Autrement dit, les producteurs d'expressions citoyennes autonomes se mobilisent à partir d'un double motif qui relève à la fois d'un sens de la réalité relevant de l'intérêt public et d'un processus identitaire de soi : « *en fait au tout début j'ai demandé un retour à ma famille pour avoir un avis critique et notamment sur la présentation qui au début était jaune et bleue, et effectivement ça me ressemblait pas complètement* ». Sur la production de contenus et de publics, viennent ainsi se greffer des formes de production de soi qui s'appuient sur la mise en visibilité de traits distinctifs davantage attachés au sujet (goûts, descriptions d'activités triviales, échanges avec des proches, etc.). Il s'agit de processus d'exposition d'individualités qui, la plupart du temps, cherchent à se faire reconnaître pour ce qu'elles font et, par là-même, pour ce qu'elles sont. Comme le soulignent Laurence Allard et Frédéric Vandenberghe quant aux pages personnelles : « à travers l'objectivation de l'expression subjective et la reconnaissance publique de la page [...] exemplaire et réussie, c'est en fait le sujet lui-même qui est validé dans sa singularité » (Allard, Vandenberghe, 2003 : 214). S'articulent ainsi des visibilités liées à des singularités individuelles et des énoncés de portée publique qui, mixés, participent d'un individualisme expressif qui croise, mais ne recouvre pas nécessairement les exigences de distanciation de l'espace public traditionnel.

Une fois encore, les indicateurs statistiques, si tant est qu'ils révèlent des scores importants et/ou des progressions, se présentent comme une première modalité de validation de cette quête de reconnaissance. Les reprises et citations des contenus produits font également partie des signes allant dans ce sens (« *il y a des auteurs que je traduis qui sont très recherchés comme Chomsky et c'est repris systématiquement. C'est sûr que j'ai envie d'être reconnue pour ce travail* »), tout comme, à l'inverse, les demandes de retrait de certaines informations mettant directement en cause personnes ou organisations, peuvent être vécues comme des confirmations de la valeur de la démarche entreprise, mais aussi, par ricochet, de la valeur personnelle du producteur

d'expressions citoyennes autonomes. Les contacts initiés par des individus connus et bénéficiant d'une certaine notoriété, quand bien même celle-ci soit fondée sur une légitimité tout autre que civique, sont à l'évidence d'importantes marques d'encouragement et d'adoubement. L'un des enquêtés se dira touché d'un commentaire du dessinateur Maester, d'autres particulièrement fiers de leurs échanges avec l'essayiste Miguel Benasayag ou avec le journaliste Jean Quatremer ; un autre enquêté, contacté par le commissaire européen **Dacian Cioloș** affirmera, non sans humour : « *je me dis que la prochaine fois c'est Baroso qui va m'écrire* ». De même, fussent-elles sporadiques, les relations entretenues avec des éditeurs, des blogueurs, ou des personnes occupant une position reconnue au sein des divers sous-champs de la production de biens symboliques d'information sont considérées comme des marques tangibles de reconnaissance du travail effectué, mais sont aussi appréhendées comme une validation du sens de soi sous-jacent à l'entreprise de mise en visibilité d'information. Outre ces signes occasionnels sanctionnant positivement les investissements consentis et les valeurs d'un soi exposé par les producteurs d'expressions citoyennes autonomes, les signes de reconnaissance les plus prisés sont toutefois ceux qui émanent de la « *communauté* » qui parfois se crée autour du dispositif de publication mis en place et de l'expérience commune qui s'y déploie et qui épousent les formes d'un espace de relations relevant d'un certain « entre-soi ». La reconnaissance du producteur d'expressions citoyennes autonomes se manifeste concrètement par des encouragements, des compliments, etc., qui lui témoignent directement et dialogiquement de la réussite de son entreprise. Elle s'incarne également dans d'autres pratiques qui relèvent d'un attachement des lecteurs à cette communauté, mais qui ne passent pas nécessairement par des interpellations focalisées avec l'initiateur de cette dernière (investissement dans l'écriture, la promotion des contenus, etc.). L'édification de conventions tacites régissant les activités visibilisées sur le dispositif de publication (par exemple, l'exercice de certaines formes de vigilance quant à la qualité des contributions, à la bonne tenue des débats ou encore au respect des éventuelles règles conventionnant la participation) est ainsi considérée comme une rétribution symbolique d'importance (susceptible de confirmer une *estime subjective de soi*), car vécue comme une gratification chargée d'un poids collectif.

*

Les espaces ouverts récemment par Internet reposent pour partie sur une défiance marquée vis-à-vis des prérogatives d'accès à la publicisation réservées aux grands médias et des logiques de légitimation de la *chose publique* qui en découlent. Construites (tout) contre l'espace public médiatique traditionnel, les expressions citoyennes autonomes qui s'appuient sur la dimension participative du Web font émerger des arènes publiques où se donnent à voir des référents sémantiques alternatifs aux formes narratives des médias dominants « à l'aune desquelles une collectivité se raconte tout en redéfinissant ses fondements sémantiques et normatifs en légitimant des choix et des orientations normatives, en instituant des formes d'appréciation autant que de déni » (Voirol, 2008 : 72). Ces arènes peuvent être appréhendées comme une forme de réponse citoyenne à l'évolution d'un espace public médiatique qui tend à se soumettre « à des contraintes de sélection toujours plus puissantes » (Habermas, 1993 : XVI), à réserver la prise de parole à quelques individus et à envisager ses publics comme de simples destinataires. Les dispositifs que mettent en place les producteurs d'expressions citoyennes autonomes proposent d'autres entités signifiantes, d'autres formes expressives, notamment en se construisant comme des espaces de débats et d'échanges permettant que s'expriment des formes de délibération non conformes aux conventions du débat public tel qu'il prend notamment forme au sein des médias. Ils développent *de facto* des proximités avec des communautés sociotechniques variées à partir desquelles il devient potentiellement

possible que s'exprime une plus forte hétérogénéité de formes et de contenus de la discussion citoyenne et que s'initie un modèle de publicité réservant une place non négligeable à des activités collectives, notamment de réception et de construction sociale d'univers de sens singuliers. C'est ce que tendent à exprimer les enquêtés quand ils relatent l'existence de « *communautés* » attachées à leur dispositif, composées de personnes leur réservant du temps, de l'attention, participant à la construction d'agencements sémantiques pluriels et à la construction de capacités interprétatives plus diversifiées.

La prise d'autonomie vis-à-vis de l'espace public médiatique traditionnel se couple également à une transformation du jeu d'interdépendances entre les sphères respectives du journalisme professionnel et des expressions citoyennes autonomes. D'une part, le développement d'une distance critique de plus en plus forte à l'égard des formes organisationnelles et militantes a conduit les acteurs de la contre-information des médias alternatifs à endosser les valeurs et les déontologies de l'espace journalistique concernant l'objectivité, la nécessité de l'enquête et la critique des sources. D'autre part, comme en miroir, le développement d'une distance critique de plus en plus forte des journalistes à l'égard de leurs propres médias les a conduits, notamment au contact des pratiques de dialogue interactif d'Internet, à diversifier les formats de l'information en y intégrant davantage de subjectivité. Ces deux mouvements parallèles ont ouvert des chemins nouveaux à une redéfinition du travail de production de l'information, aussi bien à l'intérieur de l'espace médiatique traditionnel que dans celui des médias alternatifs. Se renforce d'abord une logique de vigilance et de vérification de l'information qui s'appuie sur des interdépendances nouvelles entre experts et citoyens ordinaires pour réclamer davantage de transparence et d'accès à l'information publique. Cette revendication d'un espace public qui s'opposerait notamment au secret et à l'arbitraire vise un renforcement des procédures collectives permettant de vérifier et de certifier l'information, tout en exerçant une vigilance constante sur les représentations du monde produites par les médias et les pouvoirs. Mais, d'autre part, la multiplication des pratiques de détournement parodique sur Internet, comme l'avènement timide et fragile de dispositifs permettant la prise de parole d'acteurs « périphériques », montrent aussi qu'une pluralité de points de vue subjectifs, désinhibés des formes distantes et froides de la parole publique, est attendue dans l'espace public. L'humour, le détournement, la parodie et le remix constituent désormais autant de manières de propulser des messages à forte visibilité, en essayant d'alerter et d'agir sur les représentations dominantes. Les conditions de possibilité de l'expression publique ne sont donc plus seulement celles de l'impératif de distanciation. Sur Internet, elles trouvent plus facilement à s'assouplir et permettent à l'expression publique de se coupler à des formes de figuration de soi et d'affirmation de singularités subjectives (Granjon, Denouël, 2010).

L'une des difficultés majeures est alors sans doute de réussir à s'attacher des publics susceptibles, d'une part d'apprécier l'investissement citoyen que représente cette activité de mise en visibilité de contenus et, d'autre part, d'être en mesure d'adouber les demandes de confirmation d'*estime subjective de soi*. Ce recouvrement d'intérêts à la fois généraux et personnels enjoint les producteurs d'expressions citoyennes autonomes à trouver des équilibres singuliers entre ce qu'ils proposent et ce qu'ils sont, mais également entre leurs activités en ligne et leur vie hors ligne. Si d'aucuns passent par le pseudonymat et travaillent à la séparation étanche des pratiques, d'autres, au contraire, cherchent l'intégration publique de leurs activités et de leurs identités. La réussite et la pérennité de ces entreprises semblent ainsi tenir à la gestion de stabilités multiples entre l'individuel et le collectif, le singulier et le général, le *online* et le *offline*, etc., qui dépendent notamment des interactions avec les publics. Il s'agit donc pour les producteurs d'expressions citoyennes autonomes de mettre en œuvre des

compétences particulières, socialement différenciées, concernant l'aptitude à maintenir une compatibilité entre des formes symboliques à forte charge civique et des facettes singulières de soi dans un espace de parole composite liant des publics susceptibles de ratifier ces deux aspects. Dans ce domaine, l'économie de moyens et la structure potentiellement virale de la circulation de l'information sur Internet, constituent alors un moteur décisif pour ces formes nouvelles de mobilisations informationnelles.

Il reste que si ces dynamiques impriment aujourd'hui des directions différentes à la nouvelle économie de l'information qui se construit sur Internet, elles restent soumises à une harassante guerre de la visibilité visant à inscrire sur l'agenda médiatique des productions d'informations souvent extrêmement locales. Si Internet tend à faire disparaître la barrière des *gate-keepers* dans la sélection et la hiérarchisation des informations méritant d'être diffusées à une large échelle, les nouveaux producteurs de la culture participative doivent néanmoins, pour se faire entendre sur la toile, s'engager dans des pratiques auto-promotionnelles complexes, voire virtuoses. En effet, ce qu'introduit de nouveau Internet, c'est un processus de plus en plus stratégique pour gagner en visibilité, notamment en obtenant la reconnaissance des autres internautes, lesquels, en référençant leurs informations, contribuent à leur accorder davantage de visibilité dans l'espace public médiatique (numérique). La construction de l'audience sur Internet est, comme dans les médias traditionnels, même si cela s'opère différemment, dominée par les acteurs centraux de l'espace public (Hindman, 2009). Aussi s'y rejoue-t-il, avec une marge de jeu certes plus grande, une compétition aux règles très asymétriques, pour rendre visibles les messages venant de la périphérie.

De fait, il s'agit sans doute de considérer la portée effective de ces alternatives, de leurs connexions éventuelles avec l'espace public politique, ainsi que du rôle qu'elles jouent dans la capacité des publics à s'organiser pour agir sur les problèmes qui les affectent. S'il est difficile de tenir un discours englobant quant à la portée générale (*i.e.* à l'échelle de la société), de ces expressions citoyennes autonomes, il est cependant possible de souligner qu'elles participent, avec plus ou moins de succès, au renouvellement des formats d'énonciation, comme à celui des espaces d'interlocution. Elles contribuent à faire évoluer les modalités de production de l'espace public et sont en cela l'un des vecteurs du changement dans l'économie de la représentation médiatique (Cardon, Granjon, 2010). Cela n'est d'ailleurs jamais aussi probant qu'au sein des sociétés où les marges de liberté et d'initiatives des personnes isolés et des groupes organisés sont moindres. Car en ce cas, le Web participatif peut supporter des espaces de discussion certes fragmentés, mais qui préservent l'exigence du débat rationnel, et à partir desquels « peut se produire une libre créativité sociale capable de rompre avec les routines, une effervescence toujours possible grâce à laquelle les énergies réflexives et inventives [peuvent potentiellement] s'épanouir » (Haber, 2001 : 236). Certains mouvements populaires récents tendraient à démontrer que ces formes de mobilisation informationnelle ayant un caractère décentralisé, immédiat et réactif, participent pleinement à l'intéressement de nouveaux publics et sont de ce fait susceptibles de donner naissance à des formes d'association dont les activités peuvent dépasser la production de biens symboliques d'information en ligne, pour s'incarner dans des pratiques hors ligne d'expérimentation et de mobilisation. Ce sont alors de nouvelles scènes de formation collective de la volonté qui émergent, fédèrent des opinions et conduisent *in fine* à des mobilisations pouvant donner naissance à des formes d'action politique efficaces. Quand la production alternative d'information réussit à se constituer un public, ce dernier existe d'abord sur un plan symbolique. L'intentionnalité collective et le regroupement prennent forme sur un fond discursif et les membres de ces publics font l'expérience de leur coexistence autour du

partage d'un monde commun symbolique. Dans un second temps, le dépassement de cette coalition vers l'action dépend d'autres dynamiques qui ne sauraient être cantonnées aux espaces symboliques, fussent-ils numériques, s'agissant par exemple de s'organiser pour peser sur la définition et la résolution de problèmes publics.